



DISPUTATO

Chantal
DELSOL

AINSI MEURT LA DÉMOCRATIE

Myriam
**REVAULT
D'ALLONNES**

MIALET



BARRAULT

Démocratie. Le mot court sur toutes les bouches, se jette au visage de l'adversaire à l'occasion des débats les plus insignifiants. L'exigence démocratique s'est enlisée et perdue dans les jeux politiques, l'indifférence des paresseuses citoyennes, l'hostilité de ceux qui souhaitent sa disparition. Si le mot est vidé de son sens, la chose peut-elle encore survivre ?

Les deux philosophes Chantal Delsol et Myriam Revault d'Allonnes, tout en affirmant leurs profondes divergences sur ce thème d'actualité qui divise notre société, parviennent à dialoguer avec clarté et respect, selon les principes de notre collection « Disputatio ».



Collection « Disputatio » dirigée
par Sophie Nordmann et Mazarine Pinget

Chantal Delsol est philosophe, romancière,
éditorialiste, professeure émérite de philosophie
politique et membre de l'Institut
(Académie des sciences morales et politiques).

Myriam Revault d'Allonnes est philosophe, essayiste,
professeur émérite des universités à l'École pratique des
hautes études et chercheuse associée
au Centre de recherches politiques
de Sciences Po (Cevipof).

Ainsi meurt la démocratie

Collection Disputatio dirigée
par Sophie Nordmann et Mazarine Pingeot

En partenariat avec l'association
Disputatio contemporaine



DISPUTATIO
CONTEMPORAINE

Chantal Delsol
Myriam Revault d'Allonnes

Ainsi meurt la démocratie

Mialet-Barrault Éditeurs
3, place de l'Odéon
75006 Paris

www.mialetbarrault.fr

© Mialet-Barrault, département de Flammarion, 2022.
ISBN : 978-2-0802-7370-3

Chère Chantal,

Nous voici donc aux prises avec une question en apparence familière : « La démocratie est-elle en train de mourir ? » Question aussi vieille que la démocratie, si l'on en juge d'après le procès ancestral intenté à son encontre dès sa naissance au nom de l'incompétence et de l'aveuglement du *demos*. Mais elle me paraît aujourd'hui portée à son paroxysme et prendre une tonalité et un sens différents de tout ce qu'a porté la tradition. Je ne crois pas en effet qu'il s'agisse à l'heure actuelle de spéculer sur la grandeur et la décadence ou la disparition d'un régime politique à la faveur (ou à la défaveur) de multiples circonstances. S'il en était ainsi, nous prendrions acte du fait que la démocratie, en proie à l'entropie,

est en train de mourir de sa belle mort, vouée à ce même dépérissement qui menace toutes les formes politiques inscrites dans l'histoire. Nous serions subjectivement d'autant mieux préparés à cette éventualité que nous vivons depuis plusieurs décennies à l'ombre du désenchantement démocratique. En témoigne la formule résignée (et ressassée) de Churchill : « La démocratie est le pire des régimes à l'exception de tous les autres qui ont été expérimentés dans l'histoire. » Je remarque d'ailleurs que ce qui sous-tend ce propos, c'est une vision assez désabusée de la politique en général, comme si l'art de gouverner était décidément une tâche quasi désespérée. La grande « fatigue » démocratique dont on parle tant aujourd'hui n'en serait au fond que le corrélat obligé.

Dans ces conditions, le fait que la démocratie soit devenue depuis quelque temps un « signifiant flottant » – une ressource langagière à laquelle on a recours faute de mieux, un lieu commun, une incantation livrée à toutes les imprécisions sémantiques – ne serait pas le fruit du hasard. Jusqu'à une époque très récente, tout le monde se disait « démocrate », quitte à remplir cet apparent consensus d'acceptions si

contradictoires que la démocratie était devenue la façade d'un théâtre d'ombres.

Nous n'en sommes plus là, et la question à laquelle il nous est demandé de réfléchir excède cette litanie du désenchantement. J'en donnerai pour ma part une lecture plus tranchante. Aujourd'hui, la démocratie porte-t-elle en soi sa propre mort ? Est-elle vouée à s'autodétruire ? Ainsi énoncée, l'interrogation outrepassé selon moi toutes les banalités d'usage sur la « crise » de la démocratie. Je précise ma pensée.

Nous connaissons les composantes de ce leitmotiv récurrent : impuissance des institutions juridico-politiques à répondre à la réalité des problèmes, défiance croissante des citoyens à l'égard des représentants réputés incapables d'exercer la tâche qui leur a été confiée, déficit général de légitimité qui se traduit notamment par la montée de l'abstention, etc. À tel point qu'en novembre 2016 le journal *Le Monde* publiait un sondage sur la démocratie et ses alternatives : non seulement une majorité de Français estimait qu'elle fonctionnait de moins en moins bien (l'appréciation n'était pas nouvelle), mais surtout un tiers d'entre eux considérait qu'elle n'était pas le meilleur – ou le moins mauvais –

des régimes politiques. Loin de la considérer comme irremplaçable, ils envisageaient de manière positive les bénéfices possibles d'un gouvernement technocratique guidé par des experts et surtout d'un système autoritaire où les contre-pouvoirs ne freineraient plus l'action de l'exécutif. Toutes les décisions seraient prises avec une « équipe restreinte », « rapidement et sans intermédiaires ». Et en mars 2020, lors de l'enquête menée par le Cevipof¹ pour l'établissement du baromètre de la confiance politique, 41 % des personnes interrogées adhéraient à la proposition selon laquelle « en démocratie rien n'avance, il vaudrait mieux moins de démocratie et plus d'efficacité ».

Ce qui me frappe dans ces appréciations (nous étions encore au tout début de la pandémie de la Covid-19), ce n'est pas tant qu'elles dénotent la fin d'un consensus, fût-il trompeur, sur la valeur relative de la démocratie ni même qu'elles marquent un palier supplémentaire dans la défiance et le désenchantement, c'est qu'elles mesurent la valeur d'une société politique à l'*efficacité* de son fonctionnement et à

1. Cevipof, Centre de recherches politiques de Sciences Po.

la *rapidité* des résultats attendus. On accuse la démocratie de sans cesse tergiverser : les procédures délibératives, l'exercice des contre-pouvoirs ralentissent les processus de décision. La démocratie est au fond contre-productive par sa lenteur et ses attermoiements, alors que l'action politique nécessite des décisions immédiates, rapides. Ce qui, on le voit très clairement dans les réponses aux enquêtes, ouvre la porte aux dérives autoritaires. Bien sûr, les situations d'urgence exigent des réponses rapides, et l'intelligence politique consiste aussi à saisir le moment opportun, mais, pour prendre un exemple révélateur, les éloges adressés par certains à la gestion chinoise de la pandémie (au début tout au moins de la crise sanitaire) manifestaient surtout une grande confusion intellectuelle. Nous aurons sans doute, dans nos échanges, l'occasion de revenir sur cette confusion...

Tout se passe comme si l'espace du politique se réduisait à un espace gestionnaire, comparable à celui d'une entreprise où prévaut la rationalité instrumentale, où on privilégie l'efficacité et la rapidité des résultats. Je reconnais là l'emprise d'une conception utilitariste du

social qui fait de l'adaptation au monde tel qu'il va la valeur suprême, la norme de la vie en commun. Mais je constate du même coup l'échec de cette vision : en témoignent les protestations, les colères, les frustrations (comme celles des « gilets jaunes », évidemment) qui ne peuvent plus se dire dans les formes ouvertes par l'espace public démocratique. Que sont devenues l'idée de conflit, la pluralité sans cesse renouvelée des débats et des oppositions ? Où est aujourd'hui l'espace public au sein duquel s'élaborent ces conflits ? Pour moi, l'effacement de cette culture de la confrontation est un des signes majeurs du processus de dé-démocratisation à l'œuvre aujourd'hui. Si la démocratie « s'autodétruit », ce n'est pas en raison de son impuissance ou de sa faiblesse structurelles, c'est de ne pas être assez démocratique, d'être vidée de son inventivité et de la dynamique qui la soutient.

J'en reviens à ce qui est selon moi un enjeu fondamental : quels que soient ses insuffisances, ses imperfections ou ses manquements, la démocratie n'est pas seulement un « régime » au sens étroit du terme, à savoir une organisation juridico-politique, un mode de répartition

du pouvoir, elle implique un champ d'expériences beaucoup plus vaste et complexe. Et qui dit champ d'expériences dit aussi expérience(s) subjective(s). On semble redécouvrir aujourd'hui ce qui a toujours été au cœur de l'existence démocratique : qu'elle est une manière de vivre ensemble, d'instituer des rapports avec les autres, d'éprouver un être-en-commun. Mais le « faire société » démocratique n'existe qu'en accueillant et en institutionnalisant le conflit, et ce, sans qu'aucune garantie ultime vienne jamais arrêter ce qu'il convient de penser et de faire. C'est pourquoi la société démocratique n'est sensible à elle-même que sur le mode du paradoxe : le « commun » ne s'y exprime qu'à travers les signes de la division et du conflit.

Il est sans aucun doute très difficile de vivre à l'épreuve d'une forme de société habitée par une telle incertitude, d'autant plus en une période comme celle que nous vivons. D'où le désir, fût-il inavoué, d'un pouvoir autoritaire qui délivrerait les citoyens des affres de l'indétermination. On dit souvent, pour justifier cette tentation, que les démocraties sont faibles : je récusé totalement cette idée, qui

repose sur la confusion entre « faiblesse » et « fragilité ». La démocratie est fragile, certes, mais c'est cette fragilité qui – lorsqu'on y réfléchit – résiste à la sempiternelle prophétie d'une mort annoncée.

Myriam

N° d'édition : L.01ELIN000602.N001
Dépôt légal : mars 2022

